

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21766 - 80ÈME ANNÉE

Nouvelle illustration d'un système en crise

Hausse inquiétante des cas de surendettement en 2024 à La Réunion

Selon les données de l'IEDOM, en 2024, le nombre de familles ayant déposé un dossier de surendettement a connu une hausse de 28 %, illustrant l'impact de l'inflation, du chômage persistant et du coût élevé du crédit. La précarité financière s'aggrave, avec une consommation en berne et une explosion des demandes d'aide. L'accès aux services bancaires devient plus difficile, illustrant une crise sociale alarmante nécessitant des réponses urgentes.

La précarité financière touche de plus en plus de foyers en 2024, marquant une année encore plus difficile. Selon le dernier rapport de l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM), les cas de surendettement ont enregistré une hausse spectaculaire de 28 % en un an à La Réunion. Cette situation reflète une conjoncture particulièrement difficile, marquée par une inflation persistante, un accès au crédit de plus en plus onéreux et un marché du travail en berne.

Depuis plusieurs années, le pouvoir d'achat des ménages ne cesse de s'éroder sous l'effet de l'augmentation des prix des produits de première nécessité, des loyers et des services essentiels comme l'eau et l'électricité. En 2024, cette tendance s'est aggravée, rendant l'équilibre budgétaire quasi impossible pour nombre de familles. Dans ce contexte, de nombreuses se retrouvent contraintes d'emprunter pour couvrir leurs dépenses courantes, alimentant ainsi la spirale du surendettement.

Un chômage structurel qui aggrave la précarité

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail reste supérieur à 170 000 depuis plus de dix ans, témoignant d'une difficulté chronique à réduire le chômage. La précarité de l'emploi, marquée par la multiplication des contrats courts et des périodes d'inactivité, complique la gestion des finances personnelles et expose davantage de ménages à des situations de surendettement.

Face à ces difficultés grandissantes, les recours aux

dispositifs d'aide sociale explosent.

Le nombre de foyers en situation de surendettement a bondi en un an, atteignant 1 709 dossiers déposés en 2024, contre 1 331 l'année précédente. Cette progression démontre que de plus en plus de familles n'arrivent plus à faire face à leurs obligations financières, qu'il s'agisse de loyers, de crédits à la consommation ou de factures courantes.

L'impact de cette crise se fait également sentir sur la consommation des ménages, qui demeure anémique. La demande de monnaie fiduciaire, indicateur clé des dépenses quotidiennes, a reculé de 1 %, avec 117 millions de billets prélevés en 2024. Par ailleurs, l'augmentation du coût du crédit a restreint l'accès aux financements, obligeant de nombreux ménages à repousser des achats pourtant nécessaires.

Dans un contexte où de nombreux foyers peinent à maintenir un compte bancaire actif, les banques sont de plus en plus sollicitées pour l'ouverture de comptes. En 2024, 436 désignations bancaires ont été recensées, traduisant la difficulté croissante d'une partie de la population à accéder aux services bancaires de base. Parallèlement, plus de 4 600 consultations de fichiers d'incidents de paiement ont été enregistrées, preuve que les défauts de paiement se multiplient.

Vers une aggravation ?

Le climat économique et social laisse craindre une aggravation de la situation. Si aucune mesure structurelle n'est mise en place pour freiner l'augmentation du coût de la vie et améliorer l'accès à l'emploi, la précarité financière continuera de s'étendre, entraînant une explosion encore plus marquée des cas de surendettement. Les signaux d'alerte sont là : il appartient désormais aux Réunionnais de s'entendre pour oeuvrer à dépasser ce système en crise. C'est le sens d'une des revendications du PCR : un projet réunionnais.

M.M.

Parution d'un nouvel ouvrage sur la lutte d'un peuple frère

Olivier Bancoult et la lutte pour le droit des Chagossiens de vivre aux Chagos

Un article publié dans « Le Mauricien » annonce la parution d'un livre sur Olivier Bancoult, dirigeant du Groupe Réfugiés Chagos. Cet ouvrage rappelle le combat mené depuis 50 ans par les Chagossiens pour le retour au pays. Tous les habitants des îles Chagos furent en effet expulsés de leur pays pour la construction de la base militaire de Diego Garcia, une des îles de l'archipel. Ce livre s'appelle « Sur les Chagos », son auteur est le Dr Ibrahim Alladin.

« Dans un endroit isolé appelé l'île du Coin , qui est l'une des îles de Peros Banhos formant l'archipel des Chagos avec Diego Garcia et l'île Salomon, Olivier Bancoult est né le 15 février 1964. Son père, Julien Bancoult et sa mère Rita Elysée, vivaient à Peros Banhos, avec ses frères Alex, Eddy, Renaud et sa sœur Mimose. La deuxième sœur d'Olivier, Noellie, est morte jeune à l'île Maurice. Julien Bancoult a eu plusieurs épouses et a engendré plus de quinze enfants. La polygamie était une pratique courante aux Chagos. »

La lutte pour la liberté a fait face à de nombreux défis

« Olivier est arrivé à l'île Maurice à l'âge de quatre ans. Les débuts ont été difficiles pour le jeune Olivier. Le quartier lui était inconnu. La famille était pauvre et sa mère travaillait de longues heures comme femme de ménage. Olivier était inscrit à l'école primaire Seeneevasen. Sa mère a eu une grande influence sur lui et l'a motivé à aller à l'école. »

Les Chagos sont un sujet brûlant à Maurice. C'est un sujet à la fois émotionnel et politique qui touche tous les Mauriciens. Les Chagossiens ou zilwas sont arrivés à Maurice dans des conditions extrêmes, traités pire que des esclaves. Un peuple et une communauté qui vivaient paisiblement au milieu de l'océan Indien depuis des générations ont dû laisser la place à une base militaire. L'océan Indien, une zone de paix, a été transformé lorsque Diego Garcia est devenu l'une des bases militaires américaines les plus sophistiquées. Sans remords, les Chagossiens ont été expulsés et dépouillés de leur identité.

Alors que l'île Maurice célébrait son indépendance le 12 mars 1968, le sort des Chagossiens restait au second plan. Personne n'était là pour les accueillir lorsqu'ils débarquèrent dans un territoire inconnu. Ils arrivèrent à Port Louis et durent se débrouiller seuls : sans abri, sans nourriture pendant plusieurs jours et pleins de

désespoir. Ils dormaient dans des lekiri kabri , comme des animaux, pendant que les superpuissances prenaient le contrôle de l'océan Indien. Paul Bérenger a déclaré à juste titre que les Chagossiens ont connu deux moments de désespoir, d'abord lorsqu'ils arrivèrent et que personne n'était là pour les accueillir, et ensuite, pendant les années d'urgence, ils n'avaient nulle part où aller.

Le destin d'Olivier s'est forgé à l'île Maurice

« Sa mère et d'autres femmes ont organisé les Chagossiens et les ont encouragés à protester contre les injustices auxquelles ils étaient confrontés. Elle a convaincu Olivier de rejoindre le mouvement de protestation. Il a été renvoyé de l'école pendant une semaine pour avoir participé à une marche de protestation. Sa mère a parlé au directeur et lui a expliqué la raison de la manifestation. La participation d'Olivier à ces marches lui a permis de comprendre ce qui était arrivé au peuple des Chagos. Sa mère a été son inspiration. »

« En 1983, Olivier est élu au sein du mouvement des Chagos basé à Maurice. C'est le début d'un long combat pour la reconquête des Chagos. Les femmes chagossiennes, notamment Charlesia Alexis et Lisette Talatte, sont les premières à lui apporter leur soutien. Elles sont profondément blessées par la manière dont elles sont traitées et déterminées à se battre. Les femmes semblent plus engagées et politisées que les hommes. »

Il faut noter que le MMM a attiré l'attention du public sur la question de Diego Garcia dans les années 1970. Le MMM souhaitait que l'océan Indien soit une zone de paix. Le 16 novembre 1977, le MMM organisa un rassemblement pour lancer une campagne en faveur de la démilitarisation totale de l'océan Indien. La lutte pour la paix et la démilitarisation a toujours fait partie de l'agenda du MMM. Le MMM n'est pas d'accord avec un accord qui permettrait aux Américains de construire une base militaire à Diego Garcia, car il est favorable à la démilitarisation. En bref, le MMM a lancé le combat pour libérer les Chagos.

« Le Mouvement Militant Mauricien (MMM) a pris fait et cause pour les Chagossiens, à travers la Fédération Générale des Travailleurs (GWF) et notamment grâce aux efforts de Michel Gérard Nina, alias Ti Mounac, qui les a présentés à Paul Bérenger, le leader du MMM. Le MMM a été le premier parti politique à soutenir les Chagossiens et Paul Bérenger est l'un de leurs plus grands soutiens. »

« Le tournant a eu lieu en 1983 lorsque Bancoult a cofondé le Groupe Réfugiés Chagos-GRC avec d'autres personnes pour organiser la diaspora chagossienne et

défendre leurs droits. Olivier Bancoult, Lisette Talatte, Charlesia Alexis et Claudette Lefade étaient à l'origine de la création du CRG. Le CRG cherchait à sensibiliser l'opinion publique au sort des Chagossiens, à lutter pour leur droit au retour dans leur pays d'origine et à obtenir réparation pour les injustices qu'ils avaient subies. Il savait que la lutte pour la liberté devait être politisée et que la bataille à venir n'allait pas être facile. Par conséquent, il a semblé nécessaire d'organiser les Chagossiens en une entité crédible et structurée. De plus, Bancoult lui-même a dû développer ses compétences en communication et en relations publiques afin d'articuler la cause chagossienne. Le long combat pour la justice avait commencé avec Olivier Bancoult en tant que chef de file. »

« Ma mère est arrivée à l'île Maurice sans savoir ce qui l'attendait. Une vie d'esclavage l'attendait. Elle faisait des petits boulots pour subvenir aux besoins de sa famille. C'était l'enfer. Nous avons perdu notre paradis et nous sommes retrouvés en enfer. Les Chagossiens avaient besoin d'emplois et de logements. Ils ne pouvaient pas subvenir à leurs besoins de base et étaient exploités. Après avoir terminé mon SC, j'ai essayé de trouver un emploi. J'ai fait tellement de demandes. Je pensais que j'aurais un travail décent. J'ai postulé au CEB pour un emploi de releveur de compteurs, mais j'ai obtenu un emploi d'ouvrier. Je n'étais pas assez bon. En 1991, je suis devenu ouvrier. Je nettoyait les toilettes et les vitres. Ma femme travaillait dans la zone industrielle textile. Un jour, son superviseur m'a vu tondre l'herbe dehors et il a été choqué que je ne puisse pas trouver un meilleur travail. En 1993, je suis devenu assistant commerçant au CEB, mais je n'étais toujours pas assez bon pour d'autres emplois. En 1996, j'ai été transféré à Bramsthan, qui était très loin de ma famille. » J'ai demandé une mutation et en 1996, j'ai été muté à la rue Poudrière. En 1999, j'ai commencé à travailler comme technicien et en 2010, je suis devenu assistant de bureau. En 2021, j'ai assumé des responsabilités supplémentaires pour aider les employés qui étaient confrontés à des problèmes sociaux, notamment en matière de toxicomanie. J'avais vu comment les familles étaient déchirées. Tous les mardis, je me présente au siège social de la CEB à Ebène pour des responsabilités supplémentaires. J'aide les employés de la CEB à résoudre des problèmes sociaux. Je sais que de nombreuses personnes atteintes de SC ont une meilleure carrière. Je n'ai pas de voiture, je voyage en bus ou à vélo. Ce fut un voyage difficile pour survivre à l'île Maurice. Il m'a fallu des années pour me faire des amis. Les

gens devraient comprendre les injustices que les Chagossiens ont subies. Les Britanniques ne peuvent pas nous acheter avec quelques livres. Nous voulons une réparation pour toutes les injustices causées. Je veux que le monde sache que les Chagossiens ont été exilés contre leur gré et traités comme des esclaves. Pourquoi les Britanniques ne disent-ils pas la vérité sur les Chagos ?

La question des Chagos est un sujet politique brûlant à Maurice, un sujet chargé d'émotion et de politique. Tous les gouvernements précédents ont accordé un soutien excessif à cette question. Le Premier ministre actuel, le Dr Navin Ramgoolam, a été le premier à soulever la question auprès de l'Union africaine. Il a lancé le combat international pour obtenir la liberté et la justice pour le peuple chagossien. Le Dr Ramgoolam a déclaré à de nombreuses reprises qu'il se battrait pour eux jusqu'à ce que justice soit rendue.

Sir Anerood Jugnauth, ancien Premier ministre et président de l'île Maurice, a également joué un rôle important dans la défense des revendications de l'île Maurice sur l'archipel des Chagos. Le 23 septembre 2016, il a dirigé une délégation aux Nations Unies, accompagné de Bancoult. Il a lancé un appel très fort et émouvant. De même, l'ancien Premier ministre Pravind Jugnauth a repris la cause et, pas plus tard qu'en octobre 2024, il a tenté de conclure un accord avec les Britanniques. Pour plusieurs raisons, cet accord est sous surveillance. Les gouvernements de l'île Maurice et du Royaume-Uni ont besoin de la bénédiction du président américain Donald Trump avant qu'un accord ne soit finalisé.

Olivier Bancoult est convaincu que le Premier ministre Navin Ramgoolam, avec l'appui du vice-Premier ministre Paul Bérenger, finira par trouver un accord avec les Britanniques.

Des histoires de trahisons, d'intrigues et de jeux géopolitiques ont façonné le destin des Chagossiens au cours des cinquante dernières années. Et maintenant ?

Alors qu'Ibrahim Alladin envisage un règlement à long terme, il explore plusieurs options possibles : de la démilitarisation à la cohabitation. Ses propositions méritent d'être examinées.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

« Olivier Bancoult, in kri pou la liberté, listoir d'Chagos »

Mézami Rényoné, solidèr la lite lo pèp chagossien, mi sorte rogarde zaktyalite dsi Télé Maurice é sak mwin la vi é sak mwin la tandi la rapèl amwin toudinkou toute so bann zané nou l'amenn an solidarite avèk lo pèp chagossien, son mouvman lo group réfijyé chagos, son dirizan Olivier Bancoult... Zordi, laba Maurice Dr Ibrahim Alladin la prezant in liv dsi la lite bann chagossien, in liv listoir la rezistanss lo pèp chagossien dann lo rogar Olivier Bancoult.

Biensir l'avé in bonpé dmoune la vni pou ète an parmi otour d'Olivier épi bann sinbol la lite bann chagossien. Mwin la vi dann télé l'avé in bonpé gran pèsonaz a koté lo dirijan chagossien, otour d'Olivier. La rokonéssanss pliss sinkante zané la lite pou rotourn dann péi natal ? Sansa lo gran sèrviss bann chagossien la rann lil Maurice dann son konba pou rékipèr son souvrèneté ? Inn fasson romèrssyé toute bann konbatan chagossien la tonb inn après l'ote, lé mor pou in droi bien natirèl sète lo rotourn dann lo péi natal.

Olivier, nou rényoné solidèr la lite bann chagossien ni koné ali é dopi lontan ? Ni koné son bann parol épi son bann diskour, la grande doulèr zot néna pou la pèrte zot paradi dann kèr loséan indien. Ni koné ladmirassion li néna pou son pèp chagossien é sirtou pou bann fam chagoss poto mitan la lite in pèp dopi sinkantan passé. Po d'tèr konte po d'fèr kan dé grann puissanss san respé pou lo droi bann pèp la déporte azot dann in péi zot téi koné pa épi la ofèr azot park zaimo pou zot rèst dedan..l o onrèst manzé dann poubèl, la matrak épi la prizon, la rezistanss pars arienk sa lé ankor possib kan ou la fine pèrde oute péi.

Mwin lé sirésèrtin asoir bann chagossien épi sirtou bann natif an rèv zot i rovoi zot dèrnyé voyaz pou rotourn shé zot san ène, san kolèr, arienk pou dir zot lé shé zot anfin. Anfin péi natal, anfin mi rovoi aou, anfin mi anbrass la tèr, é mi ékoute shanté la mèr, anfin ni ariv é toute noute bann soufranss lé oubliyé. Ni rokomanss in nouvo shapite noute vi d'pèp shagossien.

A bon antandèr salu !

Justin